

## Israël/Conflit-Religion

## La crise sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem doit être résolue d'ici vendredi

AFP

*La crise déclenchée par les nouvelles mesures de sécurité israéliennes sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem-Est doit être résolue d'ici vendredi, au risque de voir une escalade des violences, a déclaré lundi l'émissaire de l'ONU chargé du Proche-Orient, Nickolay Mladenov*

"Il est extrêmement important qu'une solution soit trouvée à la crise actuelle

d'ici vendredi de cette semaine", a-t-il dit à des journalistes après avoir informé le Conseil de sécurité, ajoutant "les dangers vont aller en augmentant si nous passons un autre cycle de prière du vendredi sans solution à la crise".

L'Égypte, la France et la Suède avaient demandé la réunion du Conseil de sécurité.

M. Mladenov a expliqué avoir pressé les membres du Conseil d'user de leur influence sur Israël et sur les Palestiniens afin de les convaincre de désamorcer

la situation et de maintenir l'accès des fidèles.

"Il est d'une importance cruciale que le statu quo soit préservé à Jérusalem", a-t-il souligné.

L'ambassadeur israélien Danny Danon a indiqué aux journalistes que le Premier ministre Benjamin Netanyahu s'employait à apaiser la situation, tout en assurant que "nous ferons tout ce qui est nécessaire pour maintenir la sécurité".

De son côté, l'ambassadeur palestinien Riyad Mansour a accusé Israël de "dresser

des obstacles sur le chemin des fidèles". Il a estimé que le Conseil devait exiger le retrait des détecteurs de métaux et des caméras "en totalité et sans conditions". Le Conseil doit de nouveau se réunir mardi pour sa rencontre mensuelle consacrée au conflit israélo-palestinien.

Dimanche, des responsables israéliens s'étaient dit ouverts à une modification du dispositif de sécurité controversé mis en place après une attaque ayant coûté la vie à deux policiers israéliens le 14 juillet à

proximité de ce site ultrasensible, géré par la Jordanie mais dont Israël contrôle les accès.

Depuis, des heurts quotidiens entre manifestants et forces israéliennes ont fait cinq morts et des dizaines de blessés parmi les Palestiniens à Jérusalem-Est et en Cisjordanie occupée, où trois Israéliens ont été tués à coups de couteau par un Palestinien dans une colonie.

Jason Greenblatt, l'émissaire pour le Proche-Orient du président américain Donald Trump, est arrivé

lundi en Israël pour tenter d'apaiser les tensions.

A son arrivée, il a participé à une réunion avec M. Netanyahu et avec l'ambassadeur des Etats-Unis David Friedman, a indiqué à l'AFP un responsable israélien.

Ces tensions autour de l'esplanade des Mosquées, que les juifs appellent Mont du Temple et considèrent comme leur lieu le plus sacré, suscitent l'inquiétude sur le risque d'un débordement au-delà des Territoires palestiniens, notamment en Jordanie.

## Cameroun-Sida

## Un dépistage plus rapide du VIH chez les enfants

AFP

*La cour de l'hôpital de district Cité Verte, dans la capitale camerounaise Yaoundé, bourdonne d'activité et résonne des hurlements de nourrissons. C'est dans cet hôpital qu'un dépistage rapide du VIH chez les enfants a été mis en place.*

"Avant la mise en place de la plateforme de dépistage, la procédure conventionnelle nous obligeait à envoyer les échantillons de sang dans un laboratoire de référence. Le retour des résultats pouvait prendre plus d'un mois. Désormais, on peut avoir un résultat en moins d'une heure de temps", explique Florence Che Labah, du laboratoire de l'hôpital.

Seuls deux hôpitaux à Yaoundé disposent depuis décembre 2016 d'une plateforme de dépistage rapide, financée

conjointement par les organisations américaines Unitaid et EGPAF (Elizabeth Glaser Pediatric AIDS Foundation).

La plateforme portatif Alere Q permet d'établir un diagnostic rapide chez les enfants de moins de 18 mois, qui portent encore les anticorps du VIH transmis par leur mère.

Assise dans son bureau encombré de dossiers du sol au plafond, Marie Jacqueline Tanga, du service de pédiatrie, énumère les bénéfices du dépistage rapide.

"Avant, les mamans étaient très inquiètes. Certaines nous appelaient presque tous les jours pour savoir si les résultats étaient arrivés", explique-t-elle.

La lenteur du processus entravait aussi le suivi des patientes: "certaines ne revenaient jamais chercher les résultats de leur enfant", confie-t-elle. Une situation lourde de conséquences, puisque le taux de mortalité des nour-

rissons exposés au VIH est de 25% la première année. Au centre mère-enfant de la Fondation Chantal Biya-épouse du président camerounais Paul Biya - une plateforme de test portatif GeneXpert a également été installée en décembre. Ici, 247 nourrissons ont pu être dépistés au point de service entre décembre et juin, dont 40 étaient positifs.

A l'hôpital Cité Verte, 102 tests ont été effectués sur la même période et un seul s'est avéré positif.

## - 'Des progrès'

Avec un taux de prévalence moyen de 5,75% chez les femmes enceintes en 2016, le Cameroun fait partie des dix pays qui contribuent à 75% aux nouvelles infections pédiatriques dans le monde, alors que se déroule à Paris depuis dimanche et jusqu'à mercredi une conférence internationale de recherche sur le sida.

"Nous voyons des progrès

dans la prévention de la transmission de la mère à l'enfant", assure pourtant Thérèse Nduwimana, responsable de la section VIH pour l'Unicef Cameroun.

Un test de dépistage est proposé systématiquement aux femmes qui se rendent en consultation prénatale, et "79% de celles qui sont dépistées séropositives sont placées sous traitement durant leur grossesse. Leurs enfants bénéficient de la prophylaxie dès la naissance". Pourtant, au moins 17% des femmes attendues ne se présentent pas en consultation pré-natale, et 12% refusent le test. Elles sont aussi nombreuses à accoucher chez elles, particulièrement dans les zones rurales, faute de personnel ou de structure médicale de proximité.

"Il existe d'autres portes d'entrées qui permettent de repérer et de prendre en charge les enfants, même si leur mère n'a pas

été dépistée durant sa grossesse", indique Pierrette Omba, majeure du service pédiatrique de l'hôpital Cité Verte.

"Parfois, les mamans et leurs bébés sont identifiés aux urgences. On peut leur proposer un test sur place et les mettre immédiatement sous traitement si besoin", souligne-t-elle.

Avec un budget de 63 mil-

lions de dollars répartis sur quatre ans, le projet Unitaid/EGPAF vise à développer le dépistage précoce du VIH dans neuf pays africains (Cameroun, Côte d'Ivoire, Kenya, Lesotho, Mozambique, Rwanda, Swaziland, Zambie et Zimbabwe), notamment grâce à l'achat de 476 nouvelles machines de dépistage aux points d'offre de service.

## la conférence de Paris appelle les Etats-Unis à maintenir leur aide financière

Les organisateurs de la conférence internationale de recherche sur le sida, qui s'est ouverte dimanche à Paris, ont appelé les Etats-Unis, premier contributeur dans la lutte contre l'épidémie, à "rester engagés" financièrement, alors que le président Donald Trump a menacé de coupes budgétaires.

"Les Américains représentent un financement essentiel dans ce domaine et nous avons besoin qu'ils restent engagés", a déclaré Linda-Gail Bekker, chercheuse au Desmond Tutu HIV Centre (Afrique du Sud) et présidente de la Société internationale du sida, au cours d'une conférence de presse.

Dans le cas contraire, cela se traduirait par des morts et des contaminations supplémentaires, a-t-elle averti.

Les "progrès remarquables" accomplis dans la lutte contre le sida n'auraient pas été possibles sans la recherche et "toute coupe dans les financements remettrait en cause ces progrès", a-t-elle souligné.

Quelque 6.000 spécialistes du sida font le point à Paris de dimanche à mercredi sur les avancées de la recherche, sur fond d'inquiétudes face à la baisse du soutien financier à la lutte contre le VIH ces dernières années.

Au niveau mondial, les dons gouvernementaux ont chuté l'an dernier à leur plus bas niveau depuis 2010 - à sept milliards de dollars (environ 6,4 milliards d'euros) contre 7,5 milliards de dollars en 2015 - selon la Kaiser Family Foundation.

Les Etats-Unis sont historiquement le plus gros contributeur dans la lutte contre le sida : ils représentent à eux seuls plus des deux tiers des financements gouvernementaux internationaux.

Or, Donald Trump propose de réduire ces dépenses dans le budget 2018, actuellement en discussion au Congrès.

Il faut "réduire les financements de plusieurs programmes de santé, dont certains concernent le sida, en considérant que d'autres donateurs devraient augmenter leur contribution", a écrit le président américain en mai dans un projet de budget.

"Cette semaine, nous allons montrer que les investissements dans la lutte contre l'épidémie ne sont pas perdus : cet argent n'est pas gaspillé, il sauve des vies", a argumenté Linda-Gail Bekker.

"Nous sommes en train de briser la colonne vertébrale de l'épidémie. C'est un moment que nous ne pouvons pas laisser passer", a de son côté plaidé Michel Sidibé, directeur exécutif de l'Onusida, voulant croire au "soutien transparent pour les programmes" contre le sida qu'il a senti chez les parlementaires américains.

## Afrique du Sud

## Retrait du livre sur la fin de vie de Mandela

AFP

L'éditeur d'un livre révélant des détails intimes sur la fin de vie de Nelson Mandela, décédé en 2013, a retiré lundi l'ouvrage après les réactions très négatives de la famille de l'ancien président sud-africain.

"Nous avons décidé de retirer immédiatement de la vente +Les Dernières Années de Mandela+ (...) par respect pour la famille de feu M. Mandela", a annoncé Penguin Random House, la maison d'édition dans un communiqué, sans préciser combien d'exemplaires du livre avaient déjà été vendus.

Le livre, écrit par Vejay Ram-

lakan, médecin de Nelson Mandela, révèle des détails intimes sur les dernières semaines de "Madiba" et notamment sur la façon dont ce dernier crachait du sang en raison d'une infection pulmonaire persistante.

Il raconte également comment une ambulance transportant M. Mandela vers un hôpital avait pris feu en juin 2013 ou encore qu'une caméra d'espionnage avait été découverte dans la morgue où reposait son corps.

"Le livre devait dépeindre le courage et la force de Nelson Mandela jusque dans les derniers moments de sa vie. A aucun moment il ne se voulait être irrespectueux", note l'éditeur.

"Mais vu les déclarations des membres de la famille nous

avons décidé de le retirer", ajoute-t-il.

Graça Machel, la veuve de Nelson Mandela, avait menacé la semaine dernière de poursuivre en justice l'auteur et la maison d'édition, accusant le médecin d'avoir trahi le secret médical dans l'ouvrage sorti le 18 juillet.

Dimanche, le médecin avait assuré à la chaîne d'information Enca que "toutes les parties qui devaient être sollicitées avaient été consultées" avant la publication de l'ouvrage.

L'aîné des petits-fils de Mandela, Mandla Mandela, a salué lundi la décision de retirer le livre controversé, estimant qu'il représentait une "violation du nom et de l'héritage de Mandela".

Il a estimé que le retrait du

livre envoyait "un message clair pour dire que certaines choses ont plus de valeur que l'argent".

Dans un communiqué, les exécuteurs testamentaires de Nelson Mandela ont estimé que le contenu du livre était "profondément regrettable et fâcheux et constitue une divulgation illicite".

Ils affirment également que la maison d'édition Penguin et M. Ramlakan ne les ont pas sollicités avant la publication, et que Graça Machel n'a pas non plus été consultée.

Premier président démocratiquement élu en Afrique du Sud (1994-1999), icône de la lutte anti-apartheid et prix Nobel de la paix, "Madiba" est décédé le 5 décembre 2013 à l'âge de 95 ans.